



Lettre du SNESUP-FSU aux personnels de l'Université de Strasbourg

Le 16 avril 2018

Chères et chers collègues,

Vous voudrez bien excuser la longueur de ce courrier mais la gravité de la situation dans les universités françaises comme dans la nôtre, ainsi qu'un manque d'information nous obligent à être précis.

La gestion de Parcoursup et les conditions de mise en application de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants suscitent des réserves de plus en plus fortes. Même des collègues partisans de la sélection sont très inquiets devant l'ampleur des tâches à accomplir, les incohérences du système ou les informations contradictoires. Opposants et partisans de la réforme devraient pouvoir s'entendre sur un point : **quel sens y a-t-il à traiter et classer des centaines de dossiers de lycéen.ne.s pour des composantes qui ne sont pas en tension ?** Aujourd'hui ce sont non seulement des départements et des facultés qui diront « OUI » à tous les lycéen.ne.s, mais aussi des universités entières.

Ainsi, faisant suite à une lettre envoyée le [5 mars](#) et à un communiqué de presse du [5 avril](#), la présidente de l'Université de **Bordeaux Montaigne** a annoncé le 12 avril, lors d'une réunion publique, que pour les filières qui ne sont pas en tension il serait procédé à un classement "ex-aequo". Si l'université Bordeaux Montaigne a été le premier établissement à refuser d'entrer dans la logique de la réforme engagée par la loi Vidal, et alors que [le nombre de départements, d'UFR qui refusent de classer](#) ne cesse de croître, d'autres universités ont adopté cette position.

Ainsi la présidente de l'université **Lyon 2** et son équipe ont fait une [déclaration](#) comportant notamment le passage suivant : "*Afin de rester en cohérence avec ses principes et valeurs, l'équipe présidentielle de l'Université Lyon 2 propose d'accepter sans condition toutes les candidatures, tous baccalauréats confondus, dans les filières qui ne sont pas sous tension (ou qui sont artificiellement sous tension en raison du nombre de vœux par candidat.e.s). Cela concerne 10 des 14 portails de l'Université pour lesquels tous les vœux seront classés ex-aequo, comme le permet l'outil Parcoursup dès lors que l'établissement s'engage à prendre toutes les [candidat.es](#) qui valident la proposition*". Les présidents des universités de [Rouen](#) de [Poitiers](#), de [Pau](#) et le CA de l'Université de Paris Est ont adopté des positions semblables. D'autres s'appêtent à faire de même. Notre université s'honorerait à s'engager dans cette voie.

Ces décisions de plusieurs universités, un temps présentées comme impossibles, sont conformes à [la position](#) que le SNESUP-FSU n'a eu de cesse de défendre et témoignent que les [mobilisations](#) portent leurs fruits, tout comme les discussions dans

les instances ou dans les assemblées générales. Des rectorats et le ministère commencent à reconnaître que le non classement est légal. Ce premier recul est important. On le doit au rapport de force engagé avec le ministère par des équipes présidentielles courageuses et des collègues mobilisés dans les conseils de faculté et d'université. On le doit aussi et surtout à l'engagement d'étudiant.e.s qui refusent que la sélection soit le seul avenir que nos responsables politiques leur offrent.

C'est ainsi l'ensemble de la réforme qu'il faut continuer de dénoncer et dont il faut obtenir l'abrogation. Puisqu'il s'agit d'accueillir tout le monde comme la ministre ne cesse de le dire (par exemple le 1^{er} mars sur France Inter : "*il n'y a pas de sélection à l'entrée des filières universitaires*" ; "*c'est prévu par la loi, c'est le lycéen qui aura le dernier mot*"), c'est bien que **la question essentielle est celle des moyens dont dispose l'Université pour remplir ses missions de service public**. Et ce ne sont pas des appels à projet IDEX qui résoudront le sous-financement chronique de l'Enseignement supérieur ; à moins que les affirmations de la ministre puissent être prises au sérieux : "*on est en capacité pour la première fois de mettre, là où les étudiants le souhaitent, plus de places dans les universités*". [Seule une mobilisation plus forte encore](#) nous permettra de renforcer et d'améliorer un service public à la hauteur des valeurs qui nous l'ont fait choisir toutes et tous.

Sans attendre, le SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg:

- **appelle toutes les composantes qui ne sont pas en tension à ne pas se lancer dans un travail inutile et absurde de classement, qui plus est à un moment où tous les collègues ont des tâches bien plus importantes à accomplir, au service de la recherche, des formations et des étudiant.e.s ;**
- **appelle à signer, faire signer et diffuser largement la pétition initiée par des collègues et qui a déjà recueilli près de 8000 signatures : <http://www.parcourssup.eu>**
- **invite les responsables, les élus et les personnels de chaque composante à initier des assemblées générales et des réunions de conseil qui doivent leur permettre de se prononcer démocratiquement sur la mise en œuvre ou non de la procédure de classement ;**
- **demande au président Deneken de convoquer un congrès extraordinaire afin de débattre le plus largement et le plus démocratiquement possible sur la sélection, les modalités de mise en œuvre de la loi dans notre université et les dispositions à prendre relativement aux examens, dans l'intérêt des étudiants comme des personnels.**

Les membres du bureau du SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg

Nous contacter : syndicat-snesup-resp@unistra.fr

<http://www.snesup.fr>